

Histoire et mémoire ou la marque et la trace

Françoise Collin

Volume 6, Number 1, 1993

Temps et mémoire des femmes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057722ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057722ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Collin, F. (1993). Histoire et mémoire ou la marque et la trace. *Recherches féministes*, 6(1), 13–24. <https://doi.org/10.7202/057722ar>

Article abstract

This text examines the connections between *history* and *memory*. To wit, feminist researchers have recently reconsidered what constitutes historical knowledge in order to bring to light both the history of women and the active role women have played in history (as history has been understood). This indispensable work nevertheless runs the risk of remaining imprisoned within the dominant ideology which consists in only recording those events which are considered as *markers*, that is, what it is within the human being which is responsible for change. In this sense memory, explicit or implicit, is larger than history, memory gathers and honors the *traces* of the past without distinguishing between doing and defeat, between action and reception, between light and shadow. Writing/literature is the depository for that memory, perhaps even the real « herstory ».

ARTICLES

Histoire et mémoire ou la marque et la trace

Françoise Collin

Longtemps la transmission par les femmes, et entre femmes, a semblé fonctionner sur le mode de la répétition plutôt que sur celui de la novation : transmission de la vie, transmission de ce qui entoure et entretient la vie – et que Hannah Arendt désigne comme l'ordre naturel des besoins par opposition à l'ordre de l'agir. Les femmes n'étaient pas considérées comme des acteurs sociaux et culturels mais plutôt comme les gardiennes d'un monde qu'elles ne constituaient pas et qu'elles ne modifiaient pas. Aussi a-t-on pu conclure à leur caractère conservateur plutôt qu'à leur caractère novateur.

Le féminisme d'hier et d'aujourd'hui, en faisant accéder les femmes au statut d'actrices de leur propre existence et de l'existence collective a modifié les conditions et le sens de la transmission qu'elles assument, et plus particulièrement de la transmission entre femmes. Celle-ci devient alors une interpellation par laquelle une femme appelle l'autre à advenir et à intervenir, par laquelle une liberté en éveille une autre. En s'autorisant à parler, elle prend autorité et autorise. En étant elle-même, elle fait être. Elle fait être le monde d'une manière jusque-là inouïe. Et elle fait être les autres. En extériorisant son expérience, en l'inscrivant dans des objets symboliques – et pour commencer dans son discours –, elle médiatise son apport, l'objective, et le livre en héritage à l'interprétation. L'objet symbolique, en effet, est d'une part détachable du sujet qui le produit, d'autre part empreint d'une dimension d'ouverture, d'illimitation, qui en fait non seulement une fin mais une origine.

Ainsi la maternité qui était jusqu'ici une catégorie purement privée, et que l'on a voulu réduire à sa part biologique, par opposition à la paternité créditée du symbolique, s'est-elle de nos jours métamorphosée et élargie aux dimensions d'une filiation au sens propre (voir Collin 1992b). Tout ce qui a été justement dénoncé dans la formation traditionnelle des filles par rapport aux fils est en voie de transformation : l'éducation est désormais pour les unes comme pour les autres remise du capital culturel et social, mais aussi et en même temps appel à le prendre en charge, à l'enrichir ou à le transformer selon des modes inédits.

On peut même penser qu'aujourd'hui les filles sont appelées à innover plus radicalement que les fils. Elles sont en effet héritières tout à la fois de ce qui avait fait le propre de la vie et des valeurs dites féminines et en même temps de ce qui était jusqu'ici réservé aux hommes : héritières du privé et du public qu'elles ont à articuler de manière nouvelle, alors que les fils restent encore enfermés dans leur tradition propre. Plus que ces derniers, elles ont à inventer véritablement leur destin, à négocier la place qu'elles occupent et occuperont dans le monde commun et le sens qu'elles lui conféreront. Pour elles, plus rien ne va « de soi » : les principes qui avaient régi la vie des générations antérieures sont remis en question. Les modèles maternels, s'ils ne sont pas reniés, ne suffisent

cependant plus à inspirer les nouvelles identités. Car si, selon les termes d'Arendt, « la tradition est rompue », c'est exemplairement pour les femmes, elles qui ont aujourd'hui à « juger » et à « décider » hors de tout modèle et de toute norme, leur héritage étant désormais sans « testament » pour reprendre l'expression qu'elle-même emprunte à René Char.

On peut donc comprendre qu'un certain trouble affecte les femmes dans cette conjoncture. La difficulté de concilier les deux héritages n'est pas uniquement ni essentiellement la difficulté de concilier les tâches qu'impose l'une et l'autre : c'est aussi et plus profondément la difficulté de définir une identité qui ne soit pas soumise à l'alternative du « ou bien ou bien ». La voie, individuellement et collectivement, n'est pas aisée.

Agir et pouvoir

La transformation effective du rôle des femmes et de leur identité amène à interroger de manière critique la représentation qui en a été donnée en ce qui concerne le passé. C'est ainsi que s'imposent de nouvelles études qui remodelent le relief historique. Cette historicisation fait alors apparaître sous l'image des femmes gardiennes de l'immuable celle de femmes innovatrices. Et si ces dernières constituent une minorité, il en va de même pour les hommes, à cette différence près que la majorité d'entre eux s'identifie à sa minorité innovatrice dont les qualités se trouvent ainsi généralisées, tandis que la majorité des femmes ne s'identifie jusqu'à présent ni à la minorité innovatrice des hommes, ni même – ou faiblement – à celle des femmes. Mozart ou Einstein sont des représentants de l'ensemble des hommes, qui s'en créditent, tandis que Madame de la Fayette ou Marie Curie sont des exceptions pour l'ensemble des femmes.

Il est vrai que la structure de domination d'un sexe sur l'autre à travers les âges et les cultures a freiné l'agir des femmes. Mais il est vrai aussi que leur agir, même quand il était réel, a été sous-évalué dans la mesure où il se traduit peu en termes de pouvoirs. Que ce soit dans le domaine de la création littéraire ou scientifique, ou dans le domaine politique, l'apport généralement anonyme des femmes est nommé et approprié par les hommes – ou du moins par la structure masculine – qui en recueillent les bénéfices et paraissent en être ainsi les seuls facteurs. Sur le plan social et culturel, comme sur le plan économique, la production des femmes est annexée et capitalisée par eux. La dominance masculine est donc tout à la fois inscrite dans le processus de la réalité elle-même, et renforcée tant par son autoprésentation que par la lecture du savoir historique traditionnel. La part innovatrice des femmes dans la constitution du monde commun leur est ainsi doublement dérobée. Ce qu'une histoire « féministe », c'est-à-dire libérée de préjugés concernant le rapport des sexes, peut faire apparaître, ce sont tout à la fois les mécanismes par lesquels les femmes ont été traditionnellement, et dans chaque conjoncture particulière, « minorisées », mais aussi et en même temps leurs apports constitutifs obliés à la chose commune. Car l'absence des femmes dans l'histoire signifie leur éviction du pouvoir plutôt que leur manque d'activité : ce qu'elles produisent et agissent, dans le cadre général de la domination, n'est pas porté à leur crédit.

Ce fait est rendu particulièrement évident dans les conjonctures révolutionnaires : les femmes participent activement au changement mais sont chaque fois évincées de la nouvelle structure de pouvoir qui en résulte. On a pu

l'analyser dans la conjoncture de la Révolution française, mais aussi dans les luttes émancipatoires anticolonialistes comme celle menée par l'Algérie, ou encore dans les bouleversements actuels des pays de l'Est : résistantes, combattantes, agitatrices, les femmes sont toujours écartées des instances décisionnelles du nouveau régime, même – on dirait volontiers surtout – quand il se prétend démocratique. Elles sont perdantes de ce qu'elles ont contribué à gagner.

Aussi n'est-il pas contradictoire de soutenir tout à la fois que les femmes ont toujours été dominées et en même temps qu'elles ont été infiniment plus agissantes qu'il n'y paraît : c'est qu'agir et pouvoir ne s'identifient pas l'un à l'autre. Cette distinction est d'ailleurs pertinente au sein de l'histoire des femmes ou du féminisme lui-même : les femmes qui y deviennent les plus visibles et dont le nom sert de repère au grand public ne sont pas nécessairement celles qui ont fait et font bouger le plus les structures. Femmes politiques, intellectuelles, écrivaines, elles sont portées par le mouvement autant qu'elles le portent. Elles sont les indispensables figures à travers lesquelles celui-ci s'officialise. Mais les nommer ne suffit pas à rendre compte des innombrables déplacements anonymes effectués dans les détours les plus infimes de la vie privée et publique, sans lesquels elles ne seraient pas, et auxquels elles servent tout à la fois de tremplin et de relai. Simone de Beauvoir elle-même, malgré l'audace précoce du *Deuxième sexe*, ne s'est trouvée élevée au rang de référence majeure que par l'agir de femmes à jamais inconnues. Et le nom de Simone Weil ne serait pas attaché à la loi sur l'avortement sans l'obscur prise de conscience et la pression du très grand nombre.

Histoire et histoire des femmes

Faut-il parler d'une histoire des femmes en quelque sorte indépendante de l'histoire commune – considérée comme histoire des hommes – et parallèle à celle-ci, ou bien l'histoire des femmes est-elle l'histoire de femmes insérées dans l'histoire commune où il s'agirait alors de les faire apparaître pour montrer l'impact qu'elles ont eu sur elle, et qui a été recouvert par un « oubli » significatif ?

On perçoit bien les limites et les dangers d'une histoire des femmes qui négligerait son inscription dans l'histoire générale et son apport à celle-ci : elle risque en effet d'obtenir des effets inverses de ceux qu'elle vise en entérinant la marginalisation des femmes et en sous-estimant leur rôle dans le devenir humain. En outre, la société a toujours été mixte, même si cette mixité est dissymétrique, et il est irréaliste d'en détacher les femmes comme si elles constituaient un monde à part.

Mais réinscrire les femmes dans l'histoire, faire apparaître comment et à quel titre elles en ont été les coactrices, bien plus qu'on ne l'a reconnu jusqu'à présent, c'est aller au-devant d'un autre écueil qui consisterait à laisser entendre que c'est seulement dans la mesure où elles infléchissent l'histoire dominante que les femmes méritent d'entrer dans la mémoire collective. Dans *Le genre de l'histoire* (Riot-Sarcey, Varikas et Plante 1988), trois historiennes, globalement favorables à cette deuxième option, celle qui consiste à réinscrire les femmes dans l'histoire, soulignent cependant aussi que la périodisation traditionnelle de l'histoire dominante ne coïncide pas nécessairement avec la périodisation de l'histoire en tant qu'elle intéresse le sort des femmes : ce ne sont pas les mêmes événements, les mêmes facteurs, les mêmes dates qui les rythment. La

récente célébration du bicentenaire de la Révolution française de 1789 a bien montré comment tout à la fois les femmes ont joué un rôle important dans cet événement, et comment aussi elles n'en ont pas été bénéficiaires puisque la démocratie qui en résulte les exclut. À certains égards, même l'avènement démocratique coïncide avec la perte de certains pouvoirs que, dans les classes supérieures du moins, elles détenaient.

Ainsi faut-il affirmer tout à la fois qu'il y a et qu'il n'y a pas une histoire des femmes indépendante de l'histoire générale : il faut tenir à la fois ces deux vérités.

Mais d'autres possibilités, ou plutôt d'autres ambiguïtés alimentent l'historicisation féministe. Ainsi peut-elle s'attacher surtout à montrer comment ont fonctionné aux différentes époques les processus d'éviction ou de « minorisation » des femmes dans les différents registres de la vie privée ou publique, à mettre en évidence, dans leur diversité en même temps que dans leur persistance, ce que Foucault nommait les dispositifs de pouvoir que le terme trop général de « patriarcat » uniformise. Une telle analyse tend à insister sur la position « victimaire » des femmes en montrant comment elles ont été empêchées d'être, quels que soient les lieux ou les époques. Mais en même temps, l'histoire féministe voudra souligner comment les femmes, des femmes du moins, ont été génératrices de la vie socioculturelle soit comme groupes, soit comme individus exceptionnels, même si leur apport n'a été reconnu et authentifié ni au moment même, ni dans le savoir historique. En recourant à des sources et à des documents jusque-là négligés, elle procédera alors à une réhabilitation du rôle des femmes dans l'histoire, et dans leur histoire.

Temps et histoire

Ces différentes manières de faire ou de refaire l'histoire ont cependant en commun une philosophie, une conception de l'être humain selon laquelle agir, changer le monde, avoir prise sur les événements est le critère qui rend susceptible d'appartenir à la mémoire collective, voire de mériter le nom d'humain.

La pensée de Hannah Arendt elle-même (qui m'a éclairée sur bien des points au cours de ces dernières années) (voir Arendt 1976; Collin 1992b) conforte d'une certaine manière cette position. Si elle jette un certain discrédit sur la dimension – toutefois indispensable – du travail (au double sens de *labour* et de *work*, de travail et d'œuvre)¹ encore prisonnier de la sphère économique, c'est au profit de l'agir qui seul assure l'émergence des « quelqu'un » dans l'espace politique, dont le modèle est pour elle celui de la Cité grecque. Cet espace permet en effet de surmonter les différences naturelles dans l'égalité de ceux « qui se manifestent par la parole et par l'action », ce que ne permettent ni l'espace privé, voué à la satisfaction répétitive des besoins, ni l'espace économique qui n'en est d'une certaine manière que l'extension sociale. L'accent qu'elle met sur l'agir, comme rapport au naître, comme re-naître, sur « l'événement », sur « le nouveau », même si elle le distingue soigneusement du produire, l'oppose à l'ordre de la naturalité –

1. Hannah Arendt distingue fortement « faire » et « agir », comme elle distinguerait « événement » et « commencement ». Mais toute sa pensée retentit d'une célébration du « nouveau » dont le sens est pour le moins complexe.

encore indigne de l'humain. Seul l'agir comme innovation fait lien, permet l'émergence d'un « monde commun » pluriel – la mort, la douleur, l'amour étant rejetés en quelque sorte du côté de la naturalité de la vie comme le boire et le manger. Certes agir n'est pas faire, et commencer n'est pas instaurer une linéarité cumulative mais plutôt toujours l'interrompre. Il n'en demeure pas moins que le politique est, comme elle le dit elle-même, l'espace de « ce qui dépend de nous » et donc, d'une certaine manière du maîtrisable. Cet espace, elle le souligne aussi, ne recouvre pas tout de l'humain, mais c'est pourtant celui-là qu'elle élit et auquel elle consacre l'essentiel de son œuvre.

Sans rester dans le cadre de cette œuvre (que je rappelle parce qu'elle n'a pas été indifférente à l'élaboration de la réflexion, à certains égards réactive, que je développe ici), on peut se demander si le savoir historique comme tel, et l'histoire induite par le féminisme, n'est pas tributaire d'une grille de lecture définie en termes de pouvoir/impouvoir, domination/sujétion, ou pour le moins agir/pâtir, tout son effort consistant à dégager ce qui, dans le temps, est facteur d'interruption et de changement. Et l'assignation séculaire des femmes à la répétition dans le cadre de leur domination porte aujourd'hui un courant au moins du féminisme à rendre aux femmes la dimension du produire et de l'agir dont elles ont été amputées, jusqu'à les y identifier exclusivement.

On sait comment Hegel (à qui s'oppose vigoureusement Arendt dans la mesure où, pour lui, l'histoire prend figure de destin et dissout donc le politique) a élaboré une philosophie de l'histoire régie par l'idée d'accumulation et de progrès selon laquelle le développement de l'humanité se ferait dans un mouvement dialectique ascendant réalisant ce qu'il nomme l'Esprit ou l'Absolu jusqu'à son accomplissement. On sait aussi comment Marx a repris et traduit cette vision dans le registre économique de la lutte des classes (inspirée par la dialectique du maître et de l'esclave qui figure dans *La phénoménologie de l'esprit*), visant son dépassement dans la réalisation d'une « société sans classe » enfin juste et transparente à elle-même.

Cette philosophie, fille des Lumières, a imprégné l'élaboration du savoir historique. Elle a été fortement remise en question par la pensée contemporaine, contestant d'une part l'hypothèse d'un progrès continu et, d'autre part, celle de l'unicité et de la rationalité de son développement. Il n'est toutefois pas certain qu'aujourd'hui encore, nous en soyons aussi libéré-e-s qu'il y paraît, ni que l'histoire féministe qui se veut subversive échappe totalement à son emprise. Peut-être même le savoir historique implique-t-il au moins que le temps ne soit pensé qu'en termes de changement (ce que la substitution arendtienne du concept d'agir au concept de produire n'évite pas vraiment). Auquel cas une histoire féministe, toute novatrice qu'elle se veuille, ne pourrait venir que ratifier et consolider d'une certaine manière la conception « phallogocentrique » (pour employer un terme de Derrida) de l'humain comme sujet engagé dans une opération de maîtrise.

Le savoir historique est en effet étroitement lié à ce qui fait marque : ce qui est déterminant, ce qui produit des effets, ce qui transforme le donné, ce qui se capitalise dans des signes, des objets, des institutions, des décrets, des traités, des lois. Même si on a abandonné l'identification de l'histoire à l'histoire des guerres et des conquêtes, il reste que l'on ne peut faire l'histoire de l'invisible, de l'impalpable, de ce qui se dissipe. L'histoire est forcément histoire du durable, de ce qui est « en dur », du monument et du monumental. Qu'elle le veuille ou non, elle a affaire à ce qui se majore (y compris à ce qui se majore dans les

minorités). Une histoire des femmes ou féministe n'échappe pas à cette condition. Et d'autant moins que par un paradoxe incontournable, un groupe dominé obéit toujours, même dans sa contestation et sa révolte, aux lois de fonctionnement du groupe dominant : il n'y a pas construction à partir d'une table rase mais plutôt déconstruction et reconstruction de et dans ce qui est déjà là. Née du politique, l'histoire féministe reste tributaire d'une problématique du pouvoir ou des pouvoirs.

La question qui se pose ici est donc la suivante : l'histoire – comme savoir historique – est-elle identifiable à la mémoire ? En est-elle la dépositaire ? Peut-elle prétendre rendre compte du temps ? N'y a-t-il pas dans le su un insu, qui transcende les limites du su, non comme le ferait un savoir potentiel non encore développé, mais comme résistance radicale à la forme même du savoir ? Le savoir historique est-il le légataire universel du passé ?

Je ne prétends pas, bien évidemment, sous-estimer l'intérêt et l'importance du savoir historique en général, ni quand il s'agit de procéder à la nomination et à l'identification des femmes qui fortifie celles du présent par celles du passé. Je veux seulement marquer ses limites et tenter de faire apercevoir sur quel *a priori* repose son élaboration même, à quelle sélection il procède nécessairement, de quel oubli il se féconde. Science du fait – quelque sens que l'on donne à ce terme –, l'histoire n'aura jamais affaire qu'au représentable. Or n'y a-t-il mémoire que du représentable ? Et toute présence s'y traduit-elle ?

Si la mémoire excède le représentable, si le temps excède sa version historique ou historicisable, n'y a-t-il pas des *traces* qui sont irréductibles aux *marques*, à ce qui se capitalise et se récupère ? Et ce qui nous lie aux autres femmes – ou aux humains – est-il réductible à ce qui s'effectue ? Tout ce qui fait communauté, synchronique ou diachronique, est-il de l'ordre de l'analysable ou même de « l'avouable » (voir Blanchot 1983 et Nancy 1986) ?

L'origine politique de la pensée féministe tend à écarter de son champ ce que l'on pourrait désigner par le « pour rien », la pure perte de ce qui se dissémine, de ce qui ne se cumule ni ne se comptabilise d'aucune manière, bref d'un négatif qui ne se traduirait pas en termes de négativité constitutive. La perte n'y est jamais que le contraire d'un gain, le mal le résultat d'un abus de pouvoir, et tout geste qui s'épuiserait dans sa gloire de geste, sans prendre forme d'acte ou d'action, y est négligé. D'où le fossé qui se creuse paradoxalement entre ces femmes nommées féministes, parce qu'actrices de changement, et la grande masse des femmes (comme des hommes) vouées à la simple répétition, au simple exercice de la vie, celles-là qui étant au monde ne se donnent pas pour mission ou ne sont pas en situation de changer le monde ni d'y faire événement.

Ainsi s'opérerait un glissement par lequel dans la langue féministe, « les femmes » ne désigneraient que celles d'entre elles qui sont élevées à la dignité d'acteurs, d'actrices politiques, toute femme étant censée le devenir et sommée de l'être. Glissant sur cette pente, les féministes reconduiraient alors, sans le vouloir, cela même qu'elles ont dénoncé dans la « phallocratie », à savoir la valorisation de qui « produit », qui « peut », qui a pouvoir et qui transforme, qui « fait l'histoire ».

C'est toute une philosophie du « sujet », et de ce qui en chacune, en chacun, est sujet, qui bon gré mal gré se réactive ainsi, et une histoire des héros ou des héroïnes, même si chacune y est appelée. L'historicisation des femmes culminerait-elle alors dans un panthéon des femmes illustres, accolé au panthéon des hommes illustres ?

Ainsi n'y a-t-il jusqu'ici dans le féminisme presque aucune place pour une pensée de l'inutile, du vieillissement ou de la mort, pour une pensée du bonheur, du malheur, des « choses qui ne dépendent pas de nous », comme si n'y était digne d'être pensé que le domaine du maîtrisable. Ce dont on ne se surprendra pas si le féminisme prétend n'être qu'une théorie ou une action politique, mais qui nous interroge profondément par contre s'il veut être une pensée, un mode de rapport au monde. Cette dimension du pour rien ou de la perte, qui tisse aussi et plus profondément le lien entre femmes et entre humains que celle de l'utile, résonne cependant dans certaines œuvres, non pas théoriques mais littéraires, et très indirectement « féministes » ou considérées comme telles. On pense bien évidemment à l'écriture de Marguerite Duras (voir Bajomée 1990), assez connue pour être évoquée ici de manière symptomatique, mais qui n'est certes pas la seule. Et peut-être toute œuvre d'art est-elle dépositaire d'une mémoire étrangère à la reconstruction ou à la construction de l'histoire, une mémoire qui recueille l'oubli de l'immémorial. Dans l'œuvre d'art, ce qui ne relève pas de la *marque fait trace* dans un temps non pas étranger à l'historique mais irréductible à l'historique, et où s'abolissent les frontières du privé et du public, du singulier et du collectif. Aussi la mémoire des femmes vient-elle s'y recueillir dans sa dispersion, mémoire sans dates, sans mesures, sans noms, mémoire anonyme et sans repères où la langue nous oriente sans se fixer un Orient. Fleuve où vient se baigner et se noyer toute notre histoire, en s'y régénérant. Là nous sommes sans avoir à distinguer ce qui en nous serait sujet.

Mais il serait injuste de dire que la pensée féministe ne se réfère qu'à l'efficace. L'œuvre même de Simone de Beauvoir où s'est ressourcé l'essor politique du féminisme contemporain, si elle s'inscrit d'abord sous le signe d'un volontarisme rationnel – la « transcendance de la liberté » –, dans l'obstination et l'illusion insensée de « faire la lumière », se heurte aussi à la part de l'ombre et lui fait place. Il y a dans les derniers livres de l'écrivaine une stupeur et un désarroi de la rencontre avec le vieillissement et la mort: la « jeune fille rangée » qui avait cru faire de toute sa vie un « projet » est affrontée au dérangement de ce qui ne se soumet à aucun projet. Il faut, pour être fidèle à l'œuvre de Beauvoir, être attentive non seulement aux analyses éclairantes et parfois impitoyables du *Deuxième sexe*, mais aussi à ces pages plus tardives où la volonté du faire se défait. Déjà quelque chose en affleure dans ses romans, bien malgré elle, et dans cette conclusion encore si naïve du « j'ai été flouée » sur laquelle on a beaucoup glosé. Mais davantage encore quand le temps entame et déstabilise sa maîtrise et qu'elle se rend à l'immaitrisable. (Me reste en mémoire – à travers les images télévisées – la stupeur et le vacillement de son visage au bord de la tombe de Sartre, comme si elle réalisait alors que « tous les hommes sont mortels » et les femmes aussi, et que le temps n'est pas qu'histoire.) Dans son obstination impudique à décrire la trace de l'âge et de la maladie sur le corps de ses proches, sa mère ou Sartre, comme si une telle description pouvait, en en rendant compte, la réapproprier, se lit l'épreuve du surplus de l'être sur le pensé et de l'innommable sur le nommé.

Loin de moi, encore une fois, l'idée de récuser la démarche historique qui, procédant aux fouilles du passé – le passé des femmes, les femmes dans le passé –, y rassemble et en fait émerger ce qui a laissé sa marque, ses marques, marques méconnues, recouvertes, négligées dans leur temps même comme dans la science rétrospective, par un double et identique processus de dénégation. Ce qui m'apparaît toutefois, c'est que le relevé des marques ne

représente qu'une faible part du passé, déjà quand il s'agit de l'histoire tout court mais plus encore quand il s'agit de l'histoire des femmes. À ne retenir que ce qui fut embrayeur de changement, on risquerait d'oblitérer gravement une mémoire que l'on prétend précisément raviver : l'histoire des femmes n'est pas l'histoire des féministes – celles qui ont lutté pour la transformation de la condition des femmes –, ni même de celles qui, plus généralement, ont œuvré au changement. Cette histoire-là suppose un tri dont le critère est questionnable, entre les mortes de la fosse commune et les mortes du mausolée. Et en voulant de la sorte nous constituer une généalogie, nous risquerions de négliger toutes les ramifications de l'arbre (où chantèrent les oiseaux) pour n'en retenir que les branches porteuses. Nous refoulerions la grande clameur silencieuse en ne voulant faire entendre que des voix.

Ces considérations ne valent pas que pour l'histoire des femmes et d'autres ont pu les formuler concernant l'histoire dans son ensemble. Mais elles sont encore plus requérantes quand il s'agit des femmes dont la minorisation politique au cours des siècles n'est pas qu'une projection *a posteriori* des historiens. Sans doute avons-nous besoin aujourd'hui de nous constituer un « roman familial », nous donnant pour mères des « guérillères » (Monique Wittig), qui confortent nos nouvelles identités. De notre héritage nous faudra-t-il alors jeter l'immense masse des muettes, et nos mères elles-mêmes, pour ne retenir que ce qui en elles s'est « manifesté par la parole et par l'action », comme si le reste n'était que le résidu honteux d'une humiliation séculaire ? L'historicisation consisterait ainsi, dans son mouvement d'excavation, en un travail de refoulement de la mémoire : obsession de la lumière qui occulte la part de l'ombre.

Contrepoint

Un certain courant de pensée féministe a revendiqué cette part de l'ombre en réhabilitant et en célébrant ce qui, à tort ou à raison, est alors nommé « le féminin » pour l'opposer et le désigner comme résistance au « masculin » phallique de l'agir et du maîtriser, et en le fondant dans une inscription corporelle irréductible. Mais en plaçant les femmes, comme par nature, du côté de l'incontournable et de l'immuable, ce courant les soustrait d'une certaine manière à l'histoire commune, comme si les femmes étaient le rappel d'un éternel présent. Ce courant fonctionne comme résistance à tout « devenir homme » des femmes. Mais il comporte aussi quelques écueils. Il dualise en effet femmes et hommes en les fixant dans des spécificités hétérogènes, au lieu de prendre en charge ce qui en chacun, en chacune, noue l'historique à l'anhistorique. En outre, en « positivant » à l'extrême le féminin devant les maléfices du masculin, il recèle aussi à sa manière une forme de triomphalisme qui est un autre mode d'occultation du négatif. L'entre-femme y est déployé comme une positivité salvatrice, une autre forme du « chez soi » qui d'être désigné comme in-fini n'en est pas moins le lieu assuré de l'abri.

Par ailleurs, au sein de l'historicisation elle-même, s'est développée, à côté de l'histoire de ce qui change et de ce qui progresse, une histoire des mœurs, des usages, plus synchronique que diachronique et que l'on intitule souvent à tort, me semble-t-il, « histoire privée » car ce vocable reconduit indûment la séparation du public et du privé. Histoire descriptive, histoire-tableau qui resitue l'humanité dans la concrétude de ses gestes, non de ses seuls actes. Cette forme d'histoire tente, parallèlement à l'histoire de l'agir et des agissants et des

agissantes, de rappeler la ritualité qui rythme le vivre ensemble des femmes et de la société tout entière dans ce qu'elle répète, histoire non des héros et des héroïnes mais de l'immense part de l'humanité que la qualité d'êtres vainqueurs ou d'êtres vaincus, d'êtres dominants ou d'êtres dominés ne suffit pas à définir. Sorte d'ethnologie du passé, elle célèbre dans l'ordre des finalités ce qui ne se finalise pas, et ce qui est dans ce qui devient.

Cette histoire synchronique et polyphonique a l'avantage de ne pas réduire la temporalité à l'événement, à ce qui fait date, pour préférer ce qui fait sens. (Histoire du costume, du geste, de la cuisine, des rites mortuaires, des passions...) Mais elle estompe dans la généralité de ses coupes le rôle des singularités. Par contraste, « l'histoire des vies », histoire orale pour le présent, biographie pour le passé, inscrit le général dans le singulier, le politique dans le privé, l'activité dans la passivité, dans le rêve impossible de ne pas opérer de tri dans le vivant. On trouve dans ces procédures la tentative de ne pas ramener l'histoire à ce qui marque et d'entendre en elle résonner le temps.

L'histoire n'est pas une, et l'historienne, comme l'historien, se débat d'abord, et toujours, avec le sens du mot « histoire » qui détermine tout à la fois l'espace à construire et les méthodes à préférer. L'historien ou l'historienne arrache au temps ce qu'il ou elle nommera « histoire ». Mais le temps transcende l'histoire.

Mémoire, art et savoir

Réinscrire les femmes dans l'histoire, en analysant tout à la fois comment elles y ont été minorisées et comment elles en ont été les actrices sous-estimées, et élaborer de la sorte une histoire des femmes est donc une tâche indispensable, par laquelle justice est rendue aux femmes du passé dans l'ouverture du présent et de l'avenir. Mais ce processus d'historicisation est réducteur s'il prétend englober l'étendue entière de la mémoire et définir une philosophie tant des femmes que de l'être humain. Il ne s'agit pas en effet de choisir entre le registre de l'*agir* novateur qui seul rendrait l'homme ou la femme digne de ce nom, et le registre du *geste* voué à sa dissipation, entre ce qui fait *marque* et ce qui fait *trace*, entre l'*histoire* de ce qui se nomme et la *mémoire* de l'innommable, entre le *maîtrisable* et l'*immaîtrisable* : ce serait reconduire la vieille alternative dualisante des sexes, celle du masculin progressif et du féminin répétitif. Car une communauté humaine se tisse tout à la fois de ce qui change et de ce qui demeure, de ce qui s'accumule et de ce qui se dissipe. Le temps est à la fois cyclique et linéaire, progression et répétition, construction et dispersion. L'histoire n'en est pas la seule dépositaire, car le passé n'y fait retour que dans ce qui en lui est re-marquable. Il se dépose et se réactive aussi dans l'insu du geste et de la langue, dans l'étendue incommensurable d'une ritualité familière par laquelle nous apprivoisons joie et douleur, vie et mort, amour et haine. Et l'œuvre d'art est sans doute la seule à pouvoir donner forme à cette mémoire invouable qui passe à travers les mailles du connaître, car elle donne forme sans représenter, et elle délimite en désignant l'illimité.

Le travail politique des femmes, par lequel elles ont à s'affirmer contre une domination séculaire, en privilégiant leur potentiel d'activité contre la passivité à laquelle elles ont été assignées et dans l'image de laquelle elles ont été fixées, ne peut leur faire oublier que tout dans l'humain n'est pas politique et que l'agir, pas plus que le faire, n'est le tout de l'expérience. Parallèlement, la fidélité à la

mémoire ne s'épuise pas dans sa traduction historique, ni dans la sphère du représentable. La nécessité pour les femmes de développer, dans leur mouvement de libération et d'autonomisation, tout ce qui est de l'ordre du maîtrisable ne peut faire l'économie de l'immaitrisable. Si le féminisme ne se limite pas à une théorie et à une action purement politiques mais veut être également un espace de pensée où l'expérience entière est prise en charge, il doit faire place dans son travail de capitalisation à ce qui ne se capitalise pas. Le monde que le féminisme veut contribuer à élaborer ne peut sans danger être identifié à ce qui se maîtrise, fût-ce décliné au féminin. Comme si ne méritait le nom de femme, et d'être humain, que celle qui gagne, agit, produit, transforme. Comme si le temps n'était pas aussi ce qui se disperse. Comme si vieillir, s'user, mourir, ne pouvait être pris en considération que comme déchet. Comme si le temps n'était que « le temps retrouvé » de l'histoire, et non « le temps perdu ». Auquel cas le féminisme aurait reconduit, dans sa lutte contre l'exclusion, à une exclusion de l'inutile et des inutiles dans l'humain. Et à une nouvelle philosophie des maîtres et de la maîtrise, ou du Sujet, réduisant toute altération à l'aliénation².

Cette dérive nous menace quand, réagissant à juste titre contre la passivité de l'être dominé à laquelle nous avons été assignées, nous ne nous percevons plus que comme activité, intervention, voire production, en cela prisonnières encore de l'idéologie dominante. Comme si vivre s'identifiait à faire, comme s'il n'y avait de temps qu'historicisable. Et comme si « l'histoire » devait nous tenir lieu de mémoire.

« Nous avons l'art pour ne pas mourir de la vérité », écrivait Nietzsche.

Françoise Collin
Paris

RÉFÉRENCES

- ARENDT, Hannah
1976 « The concept of History : ancient and modern », in *Between Past and Future*. The Viking Press. New York, pp. 41-90.
- BAJOMÉE, Danielle
1990 *Duras ou la douleur*. Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- BLANCHOT, Maurice
1983 *La communauté inavouable*. Paris, Éditions de Minuit.
- COLLIN, Françoise
1982 « Un héritage sans testament », *Les Cahiers du Griffon*, 34 (*Les jeunes, la transmission*) : 81-92.
1992a « Praxis de la différence », *Les Cahiers du Griffon*, 46 (*Provenances de la pensée*) : 125-141.

2. L'altération (être altéré par), c'est être en proie à l'autre. L'aliénation réduit l'altération en en faisant un moment dépassable du même. J'ai développé ce thème dans Collin (1992a).

COLLIN, Françoise

1992b « Agir et donné », in *Hannah Arendt et la modernité*. Paris, Vrin : 26-46.

LEVINAS, Emmanuel

1973 *Humanisme de l'autre homme*. Fata Morgana, Paris.

NANCY, Jean-Luc

1986 *La communauté désœuvrée*. Paris, Éditions Christian Bourg.

RIOT-SARCEY, Martine, Eleni Varikas et Christine Plante

1988 *Les Cahiers du Grif*, 37-38 (*Le genre de l'histoire*).



Henriette Campagna, vers 1920.

(Photographie reproduite par le Service des ressources pédagogiques, Université Laval, 1993)